

Les crédits

Canada dans une entente de libre-échange avec les États-Unis.

Une voix: Quelle farce!

M. MacWilliam: Il le fait en disant que nous devons être compétitifs sur le marché mondial, et c'est grâce à des initiatives de développement économique et à des initiatives technologiques que nous le deviendrons. Mais en même temps il plafonne le financement de nos établissements d'enseignement postsecondaire d'un bout à l'autre du Canada en réduisant le financement des programmes établis et en déclarant que les provinces doivent en assumer la responsabilité. Il renie l'engagement du Canada en matière de recherche et de développement en disant que le secteur privé doit en porter le fardeau. Eh bien, c'est l'un ou c'est l'autre. Pour pouvoir soutenir la concurrence des autres pays et faire des progrès dans le domaine de la R-D, le Canada a besoin de l'appui constant du gouvernement fédéral et de son aide financière.

Dans le dernier budget, le ministre des Finances a réduit d'environ 40 millions de dollars l'aide financière accordée aux sciences et à la technologie. Le Conference Board a constaté, dans son étude sur les entreprises, que celles-ci prévoyaient que leurs dépenses consacrées à la R-D augmenteraient moins rapidement que l'inflation jusqu'en 1994. Tandis que le gouvernement demande aux entreprises de prendre le relais, celles-ci déclarent qu'elles vont réduire leurs dépenses de R-D. Les entreprises justifient leur décision en disant notamment qu'elles ne peuvent trouver suffisamment de personnel qualifié capable d'occuper les emplois exigeant des connaissances technologiques avancées. Le secteur privé ne peut recruter assez de personnel qualifié et instruit parce que les candidats émigrent aux États-Unis où les perspectives d'emploi sont meilleures. J'ai fait de la recherche dans les universités de l'Ouest. J'ai fait partie de la communauté scientifique. Je puis vous dire, moi qui ai reçu une formation scientifique avant de travailler en éducation, qu'on a la très nette impression dans les milieux scientifiques de l'Ouest qu'il faut émigrer aux États-Unis ou déménager en Ontario, parce qu'il n'y a pas dans l'Ouest les fonds et la détermination qu'il faudrait pour assurer une solide présence scientifique.

Je suppose que ce sentiment existe aussi dans d'autres régions, comme les provinces atlantiques. Nous avons donc besoin de l'engagement du gouvernement fédéral pour pouvoir accorder des fonds aux provinces et aux régions, et pour prendre constamment des initiatives en

matière de recherche et de développement. Or, ces initiatives ne peuvent exister si le gouvernement fédéral retire ses fonds et permet une balkanisation de notre milieu scientifique.

Nous sommes dans une situation sans issue. Le gouvernement fédéral veut se retirer et laisser le secteur privé prendre les rênes. Le secteur privé veut réduire son engagement en recherche et développement parce qu'il ne peut pas trouver suffisamment de personnes qualifiées. Nous n'avons pas assez de gens qualifiés parce que le gouvernement réduit de plus en plus le financement de l'enseignement.

Le ministre reconnaît que, selon une étude récente, le Canada est un pays analphabète, du point de vue scientifique. C'est stupéfiant. Les résultats de cette étude montrent que nous ne sommes pas conscients de la dimension scientifique. Nous avons beaucoup de chemin à parcourir. Nous avons beaucoup à faire pour que le Canada rattrape le reste du monde scientifique et qu'il mette en place les mécanismes de financement appropriés pour devenir concurrentiel et le demeurer.

Si le gouvernement veut préparer au Canada un brillant avenir, il ne peut pas en même temps réduire progressivement l'appui qu'il accorde aux collèges et aux établissements postsecondaires, qui fournissent les personnes hautement qualifiées dont nous avons besoin pour accroître notre compétitivité dans une économie basée sur la connaissance. C'est aussi simple que cela.

Un récent communiqué montrait que, au Conseil national de recherches, jusqu'à 500 emplois risquent d'être supprimés d'ici 1995. Cinq cents personnes hautement qualifiées seront mises au chômage et devront se trouver un emploi ailleurs. À mon avis, elles iront s'installer chez nos voisins du Sud et dans d'autres pays, qui les accueilleront à bras ouverts, étant donné leur compétence. Quel genre d'engagement envers la matière de recherche et le développement est-ce là? Un bien piètre engagement, à mon avis.

Cette mesure fera s'accélérer l'exode des scientifiques, que j'observe depuis 20 ans.

Depuis que le gouvernement actuel a été élu pour la première fois, en 1984, on constate que 486 postes ont été éliminés au Conseil national de recherches. Aujourd'hui, on prévoit en supprimer 500 autres. Ce n'est certes pas signe que la recherche et le développement lui tient à